

Cet ensemble de courriers correspond aux échanges qui ont eu lieu entre nous suite aux événements tragiques des 7 et 8 janvier 2015. Leur point de départ est une réaction à un tract que la librairie La Rétive d'Alès a mis en circulation. Son contenu et sa forme nous sont apparus très emblématiques de nombreux autres tracts ou textes en provenance des milieux dits radicaux. En effet, la plupart et quelles que soient leurs différences, partent d'une sorte de négation de l'événement ou au moins d'un déni pour n'en analyser que les causes supposées ou n'envisager que leurs conséquences en fonction de leurs présupposés théoriques.

Nous préférons faire l'inverse (ou en tout cas essayer) : partir des faits et de l'événement pour en apprécier la nature et y confronter nos perspectives théoriques.

Nous reproduisons intégralement ici ce tract puis les échanges qui ont suivi et que nous avons ordonnés en trois parties pour en faciliter la lecture.

Le 11 janvier 2015

De : [La Rétive - Infos] Se mobiliser, oui ! Mais avec qui et pourquoi ? Nous ne participerons pas à l'unité nationale !

Se mobiliser, oui ! Mais avec qui et pourquoi ? Nous ne participerons pas à l'unité nationale !

Après les attentats contre le journal satirique Charlie Hebdo et contre un supermarché casher, les leaders politiques, les partis et les médias appellent à « l'unité nationale », à « la défense de nos valeurs », à un « sursaut républicain contre la barbarie »...

Utilisant l'indignation et la peur résultant de ces atrocités, la classe dirigeante voudrait nous faire oublier qu'elle est directement responsable de la montée des fascismes (des intégrismes religieux aux nationalismes exacerbés). Par le système social, économique et politique qu'elle défend et renforce chaque jour, elle construit les conditions pour qu'émergent les haines communautaires, le fanatisme et les mouvements réactionnaires. Les populations immigrées ou issues de l'immigration, les pauvres, les marginaux... sont stigmatisés, culpabilisés, parqués dans des ghettos, surexploités et rendus toujours plus pauvres depuis des décennies. Les pouvoirs politiques, économiques et médiatiques orchestrent l'abrutissement général, poussent aux communautarismes et à la guerre de tous contre tous. La classe dirigeante utilise toutes les armes pour nous diviser et nous abrutir afin d'affirmer son pouvoir et d'accroître ses profits. Cette logique de division se renforce, parallèlement à la crise économique qui atteint la population dans ses conditions d'existence.

Et, face aux révoltes qui pourraient résulter des inégalités de plus en plus criantes, rien de tel que de provoquer une unité artificielle face à un ennemi commun. Les tenants du système capitaliste sautent sur la moindre occasion pour assurer leurs intérêts.

Nous ne pouvons continuer dans cette voie où misère, exploitation et stigmatisations nous conduisent vers la guerre civile et le fascisme. En aucun cas la défense du système actuel ne pourra empêcher cette macabre perspective. Seules les solidarités et les luttes sociales contre les inégalités, l'exploitation et le recul de nos libertés peuvent mettre un frein à ces logiques. Aujourd'hui, encore plus qu'hier, la lutte de classe et la révolution sociale sont les seules perspectives contre les fascismes quels qu'ils soient.

Contre la guerre de tous contre tous !

Vive la solidarité de classe contre le capital !

Partie I

Christian,

Un exemple d'intervention plus bête que méchante. Les gauchistes de toutes sortes pleurent une communauté de classe disparue et qui ne reviendra jamais car les conditions de son apparition et de sa consolidation n'existent plus, alors que la communauté nationale est encore vécue comme quelque chose de prégnant dans un pays finalement qui, paradoxalement, derrière les EU, est le pays qui contient la plus grande proportion d'immigrés et depuis le plus longtemps. Ce n'est donc pas un quelconque nationalisme qui fait ressentir cet attachement mais une histoire et une mémoire commune, d'origine ou adoptée, celle liée à la révolution française qui reste, qu'on s'en réclame ou qu'on s'en offusque une référence dans le monde entier et pas simplement pour les couches moyennes des pays émergents. On en revient toujours là, au grand dam d'internationalistes prolétariens qui ne peuvent guère fournir d'exemples concrets de leur théorie (idéologie) hormis une URSS qui dès l'avènement de la IIIème internationale s'est affirmée comme la patrie du socialisme (cf. l'opposition de la gauche allemande à ce sujet) et l'exemple malheureusement dérisoire et controversée des brigades internationales en Espagne.

PS : je pense qu'il nous est très difficile d'intervenir sur cette actualité. Quelqu'un peut s'y risquer mais il faudrait vraiment se contrôler collectivement car d'une certaine manière on

est piégé.

Jacques Wajnsztein

PS : il est très dur, à mon avis d'intervenir aujourd'hui dans cette actualité et qui veut s'y risquer ne doit pas le faire seul. Si il y en a qui ont des idées ...

Le 11 janvier 2015

Jacques,

c'est une affaire entendue. ce que je crains c'est l'adhésion massive à l'idéologie victimaire de l'extrême-gauche aux « totos » : « islam religion des pauvres ».

Dés l'instant pour certains d'entre eux-elles que les islamistes luttent contre les EU, donc les voilà révolutionnaires.

L'une d'entre elle sable le champagne tous les 11/09. Approuvée par A. d'article 13. une très petite orga d'aide aux sans papiers.

Ce sont avant tout ces positions que je crains.

Christian

Le 11 janvier 2015

Ok! le capital étant désormais – du moins pour le moment — une forteresse imprenable, les possibilités de luttes de classes sur le monde du travail sont d'un autre temps. Nous tournons autour de la forteresse en vociférant des slogans qui n'ont pas plus d'effet qu'un moustique se posant sur le cul d'une vache, tant sur les badauds que sur le gouvernement : l'insurrectionnisme est tout ce qui à la candeur de croire que ça dérange le capital. Cependant, en dépit de tous cela et plus encore, une réponse aux rassemblements de ce W-E sous forme d'affichages, tractages et manifs à l'échelle nationale est indispensable. D'une part, montrer l'intérêt du gouvernement d'instrumentaliser l'émotion et l'indignation des populations dans un but de rassemblement patriotique. D'autre part, montrer que cette orientation n'a d'autre but que celui de faire passer ses lois les plus antisociales: taftas , loi Macron, fermetures des CAF prévues pour juin 2015 sur l'ensemble du territoire. Faisant ainsi d'une pierre deux coups, rassurer et sécuriser les populations par les renforcements policiers et militaires. Ce qui permet ainsi de barrer la route aux réponses toujours possible contre les lois à venir. enfin, montrer que « Charlie Hebdo » n'en à rien à foutre des gouvernements.

Même, si avec les années 80 « CH EB » a perdue de sa force, en particulier lors de L'épisode Val. mais jamais les représentants historiques, n'auraient accepté l'utilisation qui en ait fait.

Je te rassure, je n'ai pas la naïveté de m'attendre à des témoignages de sympathie de la part de ces patriotes. d'ailleurs, tracts et affiches ont pour contenu non un appel à l'insurrection, mais à la réflexion. Quoique il en soi, peut on rester les bras ballants?

amitiés Chris.

Christian,

Il ne s'agit pas de rester les bras ballants mais de savoir quelle intervention on peut avoir et dans quel but.

Si j'essaie de résumer ce qui circule, enfin, ce que je reçois ...

- en provenance de « l'extérieur » : une majorité de textes-tracts de type gauchiste s'attaquant essentiellement à l'État soit d'une manière anti-impérialiste, soit d'une manière « toto », c'est à dire en ne comprenant rien aux transformations les plus récentes de l'État. Premier point commun : un refus de l'événement en tant que tel qui apparaît dans le fait qu'il est aussitôt noyé sous ses supposées causes et effets ; second point commun : une analyse plaquée mêlant géopolitique et simplifications sociologico-politiques (importation des conflits extérieurs, Palestine, quartiers en déshérence, jeunes à la révolte dévoyée etc) ; 3ème point commun : ils proviennent de personnes n'ayant pas participé aux manif mais ayant, pour différentes raisons, un ressentiment contre le fait qu'elles aient été une réussite et qu'elles aient pu malgré tout représenter autre chose qu'une manipulation gouvernementale ou une illusion démocratique ; 4ème point qui, à mon avis, rejoint le premier: absence totale d'empathie minimum avec les victimes (les Charlie islamophobes l'ont bien cherché, 4 juifs c'est rien du tout par rapport à nos pauvres musulmans ou palestiniens ; un bon flic est un flic mort). Opposer la froideur « révolutionnaire » à la froideur du capital n'est que l'arme de ceux qui sont incapables d'aimer pourrait-on dire pour paraphraser Camatte. Ceux qui se pensent révolutionnaires sont dépités de se voir renvoyer à leur isolement et à l'insurrection qui ne vient pas.

- en provenance de « l'intérieur », parmi nos proches, Bruno longuement au téléphone, Marie-Claire longuement par lettre postale (son internet est en panne) et maintenant Christian par e-mail, viennent tous les trois de manifester une impatience quasi activiste pour une intervention. Christian et Marie-Claire parlant clairement en termes de tracts et d'affiche,

Bruno restant plus vague.

Je ne crois pas les trahir en disant que Marie-Claire me semble sur une position républicaine radicale et critique quant aux errements de la gauche par rapport à l'attitude vis-à-vis de l'Islam, des jeunes des « quartiers » etc. Bruno est sur une position plus traditionnellement ultra-gauche (anti-frontiste et non « républicaine ») qui pense en termes anti-national. Il insiste sur le fait que la manifestation ravivait une mythologie nationale, ce qui est en parti vrai avec la Marseillaise, le drapeau français et même le glas de ND, mais à mon avis à relativiser car premièrement si cet aspect a semblé important à Paris et aussi, d'après la presse, à Bordeaux, il l'a beaucoup moins été ailleurs et par exemple à Lyon où l'ampleur de la protestation a été énorme et même surprenante ; deuxièmement c'est négliger la passion émotionnelle et fraternelle ressentie dès le soir de la tuerie, donc avant même l'orchestration de la grande « messe » officielle de dimanche, passion émotionnelle qui permet de comprendre que des manifs et d'autres types de réponses spontanées relayées par les réseaux sociaux, comme les bougies à Lyon en rapport avec le 8 décembre aient eu lieu. Bruno n'hésite pas non plus à mettre en cause clairement les islamistes et reste méfiant par rapport aux jeunes des quartiers (même si Bruno ne le dit pas lui expressément, nombre de ses potes ou anciens potes de cette ultra gauche y voient une manifestation d'un nouveau « lumpen » porteur de barbarie, depuis 2005 surtout). Enfin Christian, même s'il s'en défend, me semble tenir des propos proches des gauchistes dans la mesure où, à le lire, on a quasi l'impression que ... c'est l'État qui a fait le coup ou au moins qu'il va en profiter. Peut être en effet que Hollande va redorer son blason mais ce n'est pas notre problème. Pour le reste rien n'est inscrit comme on a pu le voir avec Valls reculant sur un Patriot act à la française après en avoir annoncé pourtant l'urgence. Comme le rappellent les journaux, la sécurité est aujourd'hui régie juridiquement à Bruxelles et Paris à une marge de manœuvre étroite, la commission européenne des libertés étant très vigilante, en bonne libérale/libertaire qu'elle est quant aux questions du maintien de la libre circulation même s'il existe des restrictions au sein d'un espace Schengen. Plus généralement on peut dire qu'elle veut le maintien de l'État de droit en Europe alors que certains États ou fractions politiques penchent pour un État d'exception. Cette internationalisation de la justice et des polices n'est d'ailleurs pas complète puisque le secteur des Renseignements n'est pas encore internationalisé et reste de la compétence des États nationaux.

D'une manière générale arrêtons de croire que le pouvoir maîtrise tout quand il passe son temps à emmerder les militants de Tarnac d'un côté alors que de l'autre il laisse prospérer, par facilité, le communautarisme musulman en prison dont on sait qu'il est un vivier de l'islamisme radical ; ou quand il sacrifie le budget de la DGSI au profit de celui de la DGSE. En faisant cela il ne procède pas autrement que dans tous les autres secteurs (cf. l'école et la

réforme des zones prioritaires) : il déshabille Pierre pour habiller Paul au gré d'une gestion de l'État au coup par coup que nous avons noté déjà depuis plus de dix ans. Nous le répétons : il n'y a pas de « plan du capital ».

Concrètement comment faire pour intervenir au niveau de la réflexion comme Christian nous y invite en fin de mail si on a pas nous-mêmes essayé de réfléchir préalablement sur la validité éventuelle de nos grilles de lecture par rapport aux 3 événements que constituent les assassinats ciblés d'une part, une réponse assez spontanée qu'on le veuille ou non d'une partie importante de la population d'autre part et enfin une réponse peu habituelle de l'État ?

- c'est cette réflexion que nous avons commencé à initier depuis quelques jours (Bernard, JG, Georges, JW) mais comme elle est assez générale comment la relier plus précisément aux événements et à l'attente de certains ?

À suivre ?

JW

Le 11 janvier 2015

Bonsoir JW, j'avoue avoir un peu de mal à comprendre le lien entre proportion d'immigrés et nationalisme. Plus la population serait hétérogène, plus on s'éloignerait du nationalisme « quelconque » au profit d'une histoire et une mémoire commune... Bigre ! Je croyais que la nation se construisait par oublis et erreurs et voilà c'est tout le contraire ! Quant à la seconde partie du texte, la volonté de polémiquer explique sans doute la faiblesse de l'argumentation. « On en revient toujours là » en parlant de la référence à la révolution française - autant dire éternité du capital - et ces nigauds internationalistes qui ne peuvent même pas donner un exemple concret... de leur théorie (tu as oublié Cuba et l'Albanie dans ton catalogue).

Salut, Georges C.

PS: par contre je suis d'accord avec ton PS sur la difficulté à intervenir.

Le 11 janvier 2015 Jacques Guigou a écrit :

Bonjour,

Il est incontestable que la représentation politique globale (i.e. la référence imaginaire collective) qui était présente et souvent exprimée dans les « marches citoyennes » de ces deux derniers jours en France était celle de la révolution française. Constaté cela ne signifie pas, bien évidemment, contribuer à « l'éternité du capital » mais seulement — et au minimum — ne pas plaquer des schémas classistes et prolétariens sur une réalité qui ne l'est pas.

D'ailleurs, l'expression « éternisation du capital » jadis employée par l'ultra gauche bordiguiste a toujours été abusive pour analyser la dynamique historique du capital. Ce qui est éternel n'a ni commencement, ni fin. Ce qui n'est pas le cas du capital. C'est le terme de pérennisation qui est le plus approprié pour décrire le phénomène fluctuant, chaotique et contradictoire qu'a été et que continu d'être le capital.

Ceci dit et pour en rester à l'immédiatement présent, on peut aussi remarquer que ces « marches » contenaient deux composantes politiques :

- l'une quasi thérapeutique celle du rassemblement contre la peur et de l'affirmation — sereine et parfois joyeuse — de la satisfaction d'être ensemble pour défendre une cause universelle ; d à la révolution française - l'autre quasi comminatoire, celle d'une demande d'augmentation de la puissance de l'État-nation ; une demande d'autorité publique ; d'un accompagnement, d'une visibilité des médiations étatiques traditionnelles (ou d'autres inédites). Dans certains débats on a demandé la mise en place d'un « État d'exception » (à l'italienne ?)...

Or, au-delà de réponses conjoncturelles, techniques et juridiques, l'État-nation tel qu'il est délité aujourd'hui en France (et ailleurs) ne peut pas répondre à cette demande. D'où, vraisemblablement la poursuite et l'accentuation des désarrois, des tensions et des poussées de violences épisodiques.

En tout cas une piste me semble ce soir importante à explorer pour Temps critiques : celle des rapports entre État et communauté. Ne pas s'en tenir au couple « Communauté/Société » cher à Tönnies (et souvent repris aujourd'hui) mais tenter d'élucider comment la tendance (inégalement et contrastée) à l'État-réseau n'engendre pas seulement une extension des groupements de types communautaires (les particularismes religieux, politiques, ethniques, sexuels, virtuels, etc.) mais aussi opère une potentialisation, une sorte mise en continuité (tâtonnante) avec d'anciens moments révolutionnaires universalistes de la modernité ou même antérieurs à elle (hérésies, millénarismes, etc.).

Jacques Guigou

Jacques,

Il y a quelque chose qui me gêne dans ton analyse qui, soulignant la fragmentation sociale sous forme de particularismes et identités multiples, me semble négliger le fait qu'aucune société ne perdure sans un liant, des références imaginaires consensuelles.

Si, au cours les événements actuels, l'Etat a failli dans le domaine de ses tâches régaliennes (les journalistes de Charlie avaient cessé d'être « protégés » par une voiture de police et ne bénéficiaient plus depuis un certain temps que de l'assistance symbolique d'un homme seul, les djihadistes avaient eux aussi cessé d'être surveillés, et autres failles plus ou moins reconnues par les officiels), cela reste tout à fait secondaire en relation à la signification générale des événements.

La religion démocrate laïque repose sur deux croyances fondamentales : l'électoralisme représentationaliste et la liberté d'expression. Or si l'électoralisme représentationaliste est assez sérieusement en crise (les gens votent moins et croient de moins en moins à la respectabilité de leurs élus) et si l'on ne s'offusque pas outre mesure des défailances supposées de la police, ou des bavures de type Rémy Fraisse et autres assassinats légaux, tout cela renforçant l'indifférence et la résignation générales, c'est principalement à la sacralisation de la « liberté d'expression » que revient le rôle de fondement moral du système politique – une considération dont ne s'embranchait pas l'Etat gaulliste qui pouvait interdire « Hara-kiri » ou « La cause du peuple » sans état d'âme, et se permettre d'assujettir ouvertement les principaux médias comme l'ORTF. Or cela n'a plus grand chose à voir avec l'époque présente où ce n'est plus l'Etat qui est le pourvoyeur de fonds des médias, mais les groupes privés, et où le personnel politique est précarisé.

La puissance des réseaux de pouvoir dépend donc bien moins de la qualité de ce personnel politique, y compris aux plus hautes fonctions, que de la croyance générale en la relativité du pouvoir politique face à celui des médias.

Notons que plus l'opinion est formatée par les médias qui produisent des flux massifs aussitôt répercutés par les « réseaux sociaux », plus le discours est compact et homogène (y compris lorsqu'il insiste sur les particularismes) et plus il est « distal » (priviliégiant les infos éloignées de l'immédiateté du quotidien et divulguant une image lointaine et binaire du monde) , plus se renforce la croyance populaire en la liberté d'expression de type bradburienne (cf. mon article « Orwell, Bradbury et le « printemps arabe » ». Ici.)

Je suis d'accord qu' « il s'agit de reconnaître que toutes les religions sont bonnes (même la laïque) à partir du moment où elles restent modérées et que donc toutes sont équivalentes qu'elle que soit l'époque historique », mais, ajouterai-je, à une condition : qu'elles respectent le sacro-saint principe de la liberté d'expression, sorte de graal démocratique permettant d'une part la classification des sociétés (en sociétés démocratiques et non démocratiques), et créant d'autre part la force centrifuge qui s'oppose à la fragmentation toujours plus intense.

Seul ce grand mythe et sa remise en question brutale par les fanatiques peuvent encore catalyser l'émotion du grand nombre et ressouder le social par ailleurs déliquescents. Le ciment de la trilogie Capital-Etat-société repose sur les flux bradburieniens qui ont le pouvoir de tout critiquer (la police et les patrons, la corruption et la mise à sac des ressources, toutes les collusions possibles), mais en dépotentialisant toute remise en question radicale, puisque la radicalité est censée justement nier la liberté d'expression.

Il faut voir aussi que, comme toute grande cérémonie religieuse de commémoration ou d'expiation, un type d'événement social comme la manif d'hier, bien qu'impressionnant par son unanimisme, n'est pas en soi une solution à la crise ouverte mais une simple catharsis sans portée pratique, les problèmes demeurant inchangés une fois que l'émotion est retombée. Mais la trace laissée est susceptible de renforcer la croyance en une illusoire liberté, et donc le ciment imaginaire qui permet l'existence des particularismes et crédibilise les réseaux de pouvoir. C'est bien en ce sens que l'événement a d'ailleurs été exploité, avec la complicité de la plupart des journalistes de Charlie.

Bernard P.

J'insiste moi aussi sur la prise en compte de ce message comme réflexion provisoire et simple embryon d'analyse.

Le 19 janvier 2015

A Jacques et aux autres,

L'état nation a beau être en crise et être en restructuration dans sa forme réseau, néanmoins son discours superstructurel reposant sur l'unité nationale vise à créer du lien communautaire (donc national ! avec déchaînement de discours récurrents sur la communauté nationale de la part de Hollande; ce qui lui permet de se requinquer dans l'opinion publique) pour mettre en exergue ce qui subsiste de l'état/nation, c'est à dire sa fonction sécurité, régaliennne. Ce discours a pour manœuvre aussi l'application de lois

sécuritaires et contrôles sur les individus et l'acceptation de celles-ci par les «citoyens » (pour employer un mot très républicain) et donc l'adhésion à plus d'état « sécuritaire ». On a vu à Paris dans la manif, la police se faire applaudir alors qu'il y a peu de temps, des manif ont été organisées pour dénoncer la répression policière suite à la mort de Rémi Fraisse et suite à la répression de NDL Face à l'horreur des tueries contre Charlie et la tuerie anti-sémite du supermarché cacher, le pouvoir répond par un discours sur un appel à l'unité nationale pour souder la nation. Hollande disait le 17/01: »je ne connais pas d'autres communautés que la communauté nationale ».

Par ailleurs, face à la déshérence des banlieues et la déliquescence de celles-ci où se se développe un terreau d'islamisation radicale, on se doit de mettre l'accent sur le combat contre le retour du religieux qui formate dans les cités ou autres des individus soumis aux diktats des djihadistes.

Je voulais aussi réagir de façon tardive (de façon tardive) sur le questionnement de JG concernant l'esprit de la révolution française. Qu'en est-il ? Qu' est-ce que cela signifie?

Il y a des formes spécifiques de la nation qui émanent de la révolution française, notamment l'adhésion à des valeurs liées à celle-ci; mais aussi un caractère universel et une dominante sociale. Cependant, même avec sa dominante sociale qui fut par la suite écrasée (répression des enrégés, des babouvistes et aussi des vendéens et autres) la révolution fut l'affirmation de la mise en place du pouvoir bourgeois qui eut pour objectif d'envisager une propagation de la révolution qui s'est concrétisé par l'ère napoléonienne

et ses diverses campagnes. Avec la révolution française, se fige la structure du nationalisme français : expansion de la révolution(signifiant conquêtes de territoires) et mise en avant du discours républicain avec défense des institutions. Le nationalisme se constitue aussi avec une idée de « grandeur » de la France.

Bruno S.

Georges (et les autres),

Une précision pour commencer. Ce style de notes de courriers internes sont à prendre à l'état de réflexions provisoires ou même simplement comme ici, en tant qu'amorce de discussions ou textes futurs. Elles n'ont donc pas de caractère fixe et il ne faut pas les prendre pour autre chose que ce qu'elles sont.

Je parlais d'une « communauté nationale » en tant que référence communautaire * (de notre commun pour employer un langage plus moderne) et non pas de nationalisme. La plus grande partie des immigrés, de fraîche ou de longue date et leurs descendants ne se sentent pas forcément « français » mais ont des références très précises** à la forme spécifique de la nation française qui repose originellement (chez Sieyès et dans les premières constitutions de la république par exemple) sur la théorie dite subjective de la nation, à savoir celle qui repose sur la volonté et l'adhésion par opposition à la théorie allemande (Fichte et Herder) dite objective (sang et sol + langue). Dans ses meilleurs moments historiques cette théorie subjective a permis que se développent un cosmopolitisme et même un internationalisme théorique (qui comme son nom littéral l'indique n'a jamais dépassé l'horizon national mais seulement l'horizon nationaliste) suivi d'effets concrets aussi bien au sein de la révolution française que de la Commune auxquels beaucoup « d'étrangers » participèrent y compris à des postes de responsabilité) puis ensuite dans les mesures sur le « droit d'asile ». À part ça je n'oublie pas les mauvais moments historiques (colonialisme et impérialisme français) et le fait qu'aujourd'hui la conception subjective ne soit plus défendue en l'état que par des républicains réactionnaires comme Finkielkraut.

Quand je dis « on en revient toujours là », c-à-d à la révolution française, ce n'est pas pour dire qu'on en reviendrait au début du capital et à la forme bourgeoise de la révolution et donc à « l'éternisation du capital », mais pour constater que rien n'est dépassé (le travail de JG de son côté en réponse à Henri/J-L, de Laurent et moi de l'autre autour de certains concepts d'Hegel essaient d'avancer là-dessus) et que se repencher sur la révolution française est aussi une façon de réfléchir à la pertinence ou non de la perspective d'une « révolution à titre humain ».

À part ça et pour en revenir à l'actualité, il me semble que l'orchestration de la riposte aux assassinats des 6 et 7 janvier 2015 de la part de l'État marque une étape de plus dans l'affirmation de ce qu'on appelle la société capitalisée, une situation dans laquelle la séparation entre État et société relève de la fiction (de la trop fameuse « société civile ») ou de l'illusion. La « marche citoyenne » représente une synthèse de la co-existence entre d'un côté un État-nation en crise et en restructuration dans une forme réseau, et de l'autre des mouvements d'indignation finalement plus populaires que citoyens. Cela renforce notre hypothèse de la forme essentiellement réseau de cet État mais je pense que ça n'autorise pas à parler d'une tendance dominante, comme vient encore de la faire JG ici, à une « demande à l'État » ou envers l'État. D'ailleurs, de ce point de vue là les « indignés » français à la suite d'Hessel étaient en « retard » historique par rapport aux /indignados /espagnols ou /occupy /américains, un « retard » qui semble se réduire présentement avec la reconnaissance officielle (étatique et culturelle) du relativisme, des particularismes et de la

dimension identitaire. Le Tout majuscule, comme les institutions de l'ancien État-nation, comme la Loi majuscule, est devenu le mal (totalitarisme). Le tout, quand il est encore tolérable n'est plus qu'un tout minuscule, une somme de particuliers (individualisme méthodologique) ou plus moderne, une suite d'intersections entre particularités avec son cortège de lois minuscules et de règlements contractualisés directement entre les individus et groupes.

Toutes les tendances dites libérales/libertaires en Europe ou libertariennes dans le monde anglo-saxon me semblent aussi infirmer ce que dit JG : la triangulation État-capital-société se reconfigure dans un processus de totalisation que l'on a essayé de décrire au niveau plus général des rapports de production et de la reproduction des rapports sociaux.

* Sur la différence entre communauté de référence et références communautaires je renvoie à l'article signé Phil Agri et Léon Milhoud de janvier 1996 : « Sur les rapports individus-communauté : le temps des confusions » (*Temps critiques*, n° 6-7), disponible sur le site.

** Par exemple la laïcité n'est pas vraiment une référence concrète puisque son principe est mis à mal tous les jours et se trouve de moins en moins respecté. C'est d'ailleurs pour cela que les restes d'État-nation, à travers les institutions traditionnelles de la république, essaient de combler le manque par un surcroît de lois; mais son concept fonctionne comme sédiment de l'histoire générale des individus de ce pays (et donc pas que des « nationaux, pour les « gens d'ici » diraient RESF ou Balibar ou même ce stalinien de Badiou). C'est encore une recherche de filiation avec le passé quand le fil rouge des luttes de classes a été rompu.

Je rappelle ici la dernière phrase de cet article qui me semble toujours valable vingt ans après: « La difficulté réside dans le fait qu'aujourd'hui, la société du capital a produit un tel niveau d'individualisation et de particularisation des individus que les tensions vers la communauté sont plus réactives qu'actives. Même dans son aspect actuel le plus vivace, la référence à la communauté en général *[et c'est bien de cela dont il s'agit plus que de communauté nationale depuis le mardi 6 janvier, ndlr]* semble s'être autonomisée pour simplement figurer le « collectif » à l'intérieur de cette société du capital qui se pose en communauté désincarnée. En note nous indiquions que ce phénomène était déjà perceptible dans le sens du « Tous ensemble » de 1995.

Que cette communauté en général soit ici, à propos de Charlie, une communauté non nationale et même internationale finalement plus autonome et spontanée à l'étranger qu'en France ne doit pas nous faire oublier qu'elle n'est pas non plus communauté humaine. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, quand la manifestation qui n'est plus qu'une foule se met à applaudir la police qui passe alors que le cadavre de Rémi Fraisse est encore chaud. S'il y a

bien là-dedans ou derrière une tension individu/communauté qui se manifeste reste qu'on a du mal à y percevoir, pour parler en termes dialectiques, le non identique, le négatif, l'élément critique qui transformerait la tension en mouvement. L'élément critique est en fait contenu dans une absence, à savoir que, le temps d'une manifestation (il n'y a pas de prise de position principielle de ma part sur ce point. Je n'y ai pas participé et pour plusieurs raisons) on est un petit peu sorti d'une situation dans laquelle « l'individu particularisé contemporain ne peut plus compter sur une appartenance sociale liée à son être collectif. On attend de lui qu'il annonce sa référence 'identitaire' à telle ou telle particularité ethnique, culturelle, sexuelle, religieuse, de clan, de réseau, de lobby, de secte, etc. Ses demandes comme ses aspirations sont susceptibles d'être entendues à condition qu'elles affichent leurs références dans la combinatoire des « goûts », des « choix », et des « chances » qui s'offriraient désormais comme vie à tous les individus. Des vies privées d'histoire » (JG, partie 1 du n°4 d'/Interventions/, avril 2004). Tout ça a été aussi développé à l'époque dans le livre /Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût/ et nous avons connu depuis une exacerbation de ces tendances identitaires et surtout leur légitimation dans le discours du capital (cf. les théories du genre et mon dernier livre).

cette absence de dimension critique apparaît aussi dans le fait que majoritairement, il s'agit de reconnaître que toutes les religions sont bonnes (même la laïque) à partir du moment où elles restent modérées et que donc toutes sont équivalentes qu'elle que soit l'époque historique (l'Islam serait ainsi une religion de paix et le djihad un comportement de foi individuel ; l'enlèvement et le viol de filles et femmes par Boko Haram en Afrique et l'activisme des sectes protestantes dans les pays du nouveau monde seraient de même nature et niveau.

Voilà pour le moment. Au-delà d'un passage sur le blog, ces débuts d'échange peuvent-ils permettre la sortie d'un nouveau n° d'/Interventions /?

JW

Le 26 janvier 2015

Bonsoir, je persiste à être troublé par cette conviction que les mouvements actuels soient une saisie inconsciente de la Révolution de 89. Ci joint un billet d'humeur.

[>> Texte de George_C.- La nation contre l'Etat nation <<](#)

Georges

Le 26 janvier 2015

Georges,

Le terme de « plaquer » des analyses n'est peut être pas bien choisi et on peut l'enlever mais par contre ton analogie avec notre article du n°2 tombe à plat car dans ce numéro justement on en restait à la critique de l'État-nation, un couple encore partiellement opérant dans le cadre de la France et surtout à l'ordre du jour avec la réunification de l'Allemagne.

Nous disons justement tout autre chose aujourd'hui puisqu'être contre l'État-nation n'a plus le même sens ou en tout cas n'est plus une priorité quand la tendance dominante est à l'État-réseau. Nous ne pouvons donc dire aujourd'hui ce que nous disions hier d'autant qu'à part JG et moi-même qui assurons la continuité, les participants à Temps critiques ne sont plus les mêmes et d'ailleurs tous ne se reconnaissent pas dans ce projet de texte puisque BP nous a déjà fait savoir qu'il ne s'y associait pas, mais pour d'autres raisons.

Au niveau des termes utilisés je te concède à nouveau le fait « qu'archaïque » n'est pas le bienvenu et là encore on en tiendra compte.

Autre chose, la mémoire n'est pas à deux vitesses mais c'est une question de support de la mémoire : l'idée de « prolétaires de tous les pays » n'a plus de classe prolétarienne pour la soutenir même s'il existe encore des prolétaires au Bangladesh et ailleurs, alors que celle de « liberté-égalité fraternité » trouve encore des dizaines de millions de personnes pour la revendiquer, sans qu'on puisse les classer dans la bourgeoisie ou sous le drapeau tricolore.

Ce n'est pas la révolution bourgeoise qui est une base mais la révolution dans toutes ses potentialités. Pour ne prendre qu'un exemple, celui du travail de D.Guérin sur la révolution française, il s'agissait pour lui de déceler les éléments déjà anti-bourgeois de la révolution bourgeoise. Je ne suis ni démocrate ni conseilliste mais qui dira aujourd'hui que les conseils ouvriers de Turin de 1919 ou allemands de 1923 sont plus actuels que la démocratie directe de 1793 à travers les clubs, sections et le Conseil général de la Commune ?

Pour terminer, il n'y a rien à « restaurer » et je ne me souviens pas qu'on ait employé ce terme ou alors c'est un mauvais choix car on sait ce qu'a été la Restauration justement. Repartir de n'est pas restaurer, on pourrait en dire de même de 1968.

Bien à toi,

JW

Partie II

Le 25 janvier 2015

Bonsoir,

Après nos divers échanges JG et moi vous présentons ce texte pour le site et mondialisme.org + tirage papier éventuel.

Vos avis et corrections sont les bien venus mais rapidement. Par ailleurs je travaille suite à une remarque de Laurent sur un texte plus court et plus incisif mais sur la même base.

JW

Le 26 janvier 2015

Bonjour,

La tentative de clarification de nos divergences s'est interrompue au moment où JW remettait en question la compatibilité de nos positions quand il écrivait:

» Tout devient métaphore : le dépassement, l'englobement, la révolution, la valeur, la tension et c'est peut être sur l'ambiguïté (pour ne pas dire le flou artistique) qui préside à ces deux dernières notions que s'est faite notre rencontre ... entre Temps critiques et BP) en laissant en latence pas mal de zones d'ombre. »

Je pense que, par souci de cohérence, il faut reprendre nos échanges jusqu'à élucider le « flou » dont il est question avant de poursuivre notre collaboration, même si elle est informelle.

C'est pourquoi je ne souhaite pas être associé à la rédaction de ce texte.

Bien à vous,

Bernard

Le 27 janvier 2015

Je pense que, dans la première phase, « même s'il s'agit d'attentats ciblés » est de trop. Cela supposerait qu' un attentat aveugle pourrait être pire. Et je pense précisément que toute l'horreur vient de ce que l'attentat est ciblé

Des clients d'une épicerie casher tués parce que supposés être juifs.

Des dessinateurs et collaborateurs d'un journal considéré comme irrespectueux abattus comme des chiens . Punis en fait ! Et devant servir d'exemple à ceux qui seraient tentés d'enfreindre les règles de la bien séance islamique.

Vraiment, un attentat aveugle dans le métro n'aurait pas produit plus d'effroi.

D'autre part, s'il n'y avait eu que les victimes de l'épicerie, il n'y aurait eu aucune mobilisation d'ampleur. Il n'y a rien eu pour les enfants tués par Merah en 2012. Je pense qu'on s'accommode assez bien en France de voir mourir des femmes, hommes et enfants juifs, précisément parce que cela semble nous protéger des attentats aveugles.

Ils jouent le rôle du bouc émissaire et cela arrange tout le monde.

Amitiés

Anne V.

Le 27 janvier 2015

J'ai fait une recherche sur le net concernant des violences commises par des groupes ou des sectes évangélistes en Afrique. Je n'ai pas trouvé grand chose dès l'instant où l'on recherche des faits de violence conduits strictement au nom de la religion évangéliste. Les violences en Afrique sont de types politico-clanico-économiques. Les évangélistes y sont diversement impliqués mais ils ne font pas du terrorisme de masse la base de leur action.

Mettre sur le même plan le terrorisme de masse de Boko Haram et celui qui viendrait de sectes évangélistes est une défense islamo-gauchiste grossière tant les choses ne sont pas du même ordre. Et lorsque, comme Anne Vernet, on conclut sa nbp par « ...et de celles-là (i.e.

les exactions des évangélistes) on n'en parle pas » et bien on est dans la théorie du complot !

J'ai malgré tout modifié la fin de la note 12 dans laquelle j'avais établi une trop forte liaison entre théologie évangéliste (l'amour) et pratique sociale. Ça donne ceci :

[Quant aux églises et sectes protestantes — dont la croissance reste variable et inégale — en Amérique du Sud, en Asie et en Afrique, elles ne présentent pas les tendances hégémonistes et triomphalistes de l'islam ; leurs théologies relèvent davantage d'un messianisme qui sépare nettement la sphère individuelle de la sphère politique. Ces divers courants évangélistes protestants peuvent constituer des lobbys, parfois des isolats sociaux, mais ils n'ont pas de stratégie étatique et moins encore despotique.]

JG

Le 28 janvier 2015

Je pense que, dans la première phase, « même s'il s'agit d'attentats ciblés » est de trop. Cela supposerait qu'un attentat aveugle pourrait être pire. Et je pense précisément que toute l'horreur vient de ce que l'attentat est ciblé

Des clients d'une épicerie casher tués parce que supposés être juifs. Des dessinateurs et collaborateurs d'un journal considéré comme irrespectueux abattus comme des chiens . Punis en fait ! Et devant servir d'exemple à ceux qui seraient tentés d'enfreindre les règles de la bien séance islamique. Vraiment, un attentat aveugle dans le métro n'aurait pas produit plus d'effroi.

D'autre part, s'il n'y avait eu que les victimes de l'épicerie, il n'y aurait eu aucune mobilisation d'ampleur. Il n'y a rien eu pour les enfants tués par Merah en 2012. Je pense qu'on s'accommode assez bien en France de voir mourir des femmes, hommes et enfants juifs, précisément parce que cela semble nous protéger des attentats aveugles.

Ils jouent le rôle du bouc émissaire et cela arrange tout le monde. Enfin, est ce qu'on peut appeler attentat ciblé un attentat contre des juifs pris au hasard?

Amitiés

Anne V.

Le 28 janvier 2015

Tout à fait d'accord avec cette remarque.

D'autant que les attentats contre les Juifs ne sont pas de simple actes terroristes isolés, mais correspondent d'une certaine manière au sentiment profond d'une part importante, si ce n'est de la majorité de la communauté musulmane française - même si l'on peut supposer que cette majorité désapprouve sincèrement une telle violence.

La façon dont les autorités gèrent ce conflit - entre autre en acceptant la présence de Netanyahu à la manif de Paris et en accentuant une sorte de « judéophilie mémorielle et émotionnelle » qui est devenue l'une des manifestations conventionnelles de la religion laïque -, va aggraver ce qui a pris l'apparence d'un conflit communautaire.

Indépendamment des probables futurs actes terroristes judéophobes, les conséquences de ce conflit sont imprévisibles - n'oublions pas que le « poids électoral » de la population d'origine musulmane est de loin supérieur à celui de la population juive.

Je pense qu'il y a une analyse à faire à ce sujet et le début du texte de JW et JG balaie un peu vite le contexte de ce conflit communautaire dont l'importance dans les événements actuels est à mon avis aussi centrale que l'affaire des caricatures de Mahomet.

Il va de soi que le conflit israélo-palestinien est propice à détourner la colère des « ghettos » contre la communauté qui est censée être la plus « naturellement » complice avec la terreur qu'impose Israël (ou des personnes assimilées à cette communauté parce que

portant un nom juif ou étant simplement clientes d'une épicerie casher). Tout cela offre un terrain propice au recyclage des vieux poncifs judéophobes comme la « banque juive », la « judéocratie manipulant les puissants », etc, auxquels n'est pas insensible non plus une partie de l'opinion française d'origine chrétienne ou cristiano-laïque.

Je ne sais pas si on en est là, mais je crois aussi que tout se présente pour que les Juifs redeviennent, en France et dans d'autres

pays d'Europe, le bouc-émissaire idéal (certains membres de l'extrême droite exploitent depuis longtemps avec succès le thème de la « banque juive » pour attirer la jeunesse des quartiers).

Or il y a une sorte de naturalité du discours judéophile de l'Etat qui prédispose à accepter

cette situation comme allant de soi et pouvant renaître à tout moment, indépendamment des raisons réelles qui la suscitent aujourd'hui - à savoir la politique impérialiste d'Israël d'une part, la « ghettoïsation » de la couche la plus pauvre des Musulmans de l'autre.

Bernard

Le 28 janvier 2015

Excellent texte, mais qui contourne un noeud central des polémiques à gauche: celui de la laïcité même si vous montrez très bien que le double 'amalgame dont on nous accuse, cherchant à nous fermer la bouche, est en fait celui que font nos « adversaires » islamogauchistes: pour nous, tous les musulmans ne sont pas des islamistes en puissance et tous les maghrébins et africains ne sont pas des musulmans. Tout en faisant la part de l'émotion Luc Vaillant (cf texte que je te poste) va plus loin : on ne peut oublier que c'est au nom de l'islam que se font ces massacres.

Mon petit texte approuvé par beaucoup de gens fait plus que des remous à Mouvements, et a été censuré à L'Émancipation ! Je vais essayer de m'atteler à un historique de la question à la lueur des luttes que j'ai menées sur ce chapitre depuis une bonne quinzaine d'années.

Il y a deux erreurs : après avoir été diminué, le budget de la Défense va être augmenté (suite des événements) et une spécialiste en pharmacie a dénoncé comme bidon la nouvelle que les Français avaient à cette occasion augmenté leur consommation d'anxiolytiques: courbes statistiques à l'appui, elle a montré que de tels « pics » étaient habituels en hiver. Mais vu la moutonnerie des consommateurs, certains ont dû s'y mettre ! Ce qui fait marcher le commerce.

Tout à fait d'accord avec la dimension de transcendance de cette marche que vous identifiez comme un moment de « religion civile », d'aspiration communautaire. Il a bien existé comme tel et n'a rien à voir avec le nationalisme.

Le slogan je suis Charlie, tout comme la ruée sur les journaux, dont les reliquats sommeillent à présent chez les marchands ..révèle en effet le côté formel de l'identification. En dehors de l'affect et d'une mystérieuse et irrationnelle résurgence de passés révolutionnaires correspondant au manque d'idéal des vies dans cette société, il n'y a pas de contenu. Donc pas de durée.

Pas d'engagement non plus.

Malgré les pancartes et le caractère massif, spectaculaire, des déplacements, je n'ai senti aucun lien réel entre les gens, hors les familles. Ils se côtoyaient, ils « en » étaient, c'est tout. Et l'émotion passée, tout va retomber dans une relative indifférence, Syriza relayant les attentats dans les news.

Le développement sur la nouvelle forme d'Etat-l'Etat -réseau en place de l'Etat nation- pointe une transformation majeure..

Mais je n'ai pas bien compris à propos des banlieues ce que voulait dire la « puissance des réseaux de l'Etat,

que vous critiquez, alors qu'on y constate leur délaissement par l'Etat, en particulier la diminution du nombre d'éducateurs qui y font un réel travail.

En tous cas bravo!

Amitiés

Marie-Claire

Le 28 janvier 2015

A tous,

Faire très attention à ce texte qui pointe des faiblesses dans notre texte.

On contournerait la laïcité puisqu'on en parle pas directement. Donc cela veut dire qu'on en parle pas .

Les faiblesses du mouvement qu'on ne fait pas apparaître : le mouvement est un soufflé qui retombe vite

Enfin elle n'a pas tort sur les réseaux parce que lorsque tu parles de la puissance des réseaux de l'État on l'impression que l'État y est plus fort alors que c'est faux. L'État y est moins fort et les réseaux dont tu parles ne sont plus essentiellement des réseaux d'État, mais municipaux et assoc = privé etc.

JG, est-ce que tu peux revoir ces questions ?

PS : Son point sur la défense me paraît discutable.

JW

Le 27 janvier 2015

Bonjour Jacques,

Un texte en Pj que je vais aussi diffuser sur la liste. >> [Texte A 4 pattes](#) <<
J'espère qu'il vous intéressera,

Amitiés,
Anne v.

Le 27 janvier 2015

Oui, qu'Anne V. argumente et documente sa note 16. Car, prise tel quel, cette note relève du tic islamo-gauchiste.

JG

Le 28 janvier 2015

Je reviens sur votre texte.

La ligne ouverte par la crise du couple état-nation que vous avancez est très intéressante mais je trouve que vous ne développez pas assez ici – parce que c'est vraiment là fondamental. Parce que je ne suis pas vraiment sûre non plus que cette crise ait pour pendant automate la dissolution de "l'individu-citoyen".

Les 4 termes ne se correspondent pas deux à deux de manière holographique. Il manque quelque chose.

Remarque sur la "libre circulation des hommes" comme participant de la devise de la société capitalisée: il faut entendre ici les hommes comme marchandises – les migrants expulsés, confinés, interdits circulent-ils librement?

Un autre détail sur les "Charlies" qui, effectivement, n'ont rien de traditionnel-révolutionnaire

et surtout rien de nationaliste, même tout au contraire, ce qui donne aussi un indice de conflit exprimé avec l'entonnement de l'hymne, et cela rejoint exactement votre ligne mais dans ce conflit on ne peut plus voir "la dissolution de l'individu-citoyen". On y verra un conflit, une contradiction voire un soulèvement contre cette menace de dissolution, justement. Et peut-être que cela éclaire d'un autre jour la crise état-nation dont vous parlez: que ce soit avec l'Europe ou les effets du "statu quo" de l'AGCS, les nations se dissolvent (ou se réduisent à des folklores régionaux), les états dès lors devenant les bras régaliens de la capitalisation du monde. Or, on ne peut pas être "citoyen" du capitalisme mondial... Et "l'individu", en tant qu'entité d'on ne sait quel référent collectif, n'a pas ici plus de sens.

La crise ouvre une faille qui ne peut être comblée facilement. C'est d'ailleurs précisément cette faille que les violences politico-religieuses cherchent à occuper...

Lorsque vous parlez dans une même proposition qui les égalise des anars, libertaires et libertariens, là aussi une distinction s'impose: les libertariens renvoient à l'ultra libéralisme (capitaliste) qu'ils ne remettent pas en cause (on pourrait même les considérer comme des "fondamentalistes capitalistes". Le seul point qui peut unir les trois mouvements serait le rejet de l'intervention étatique (ou de l'état pour les anars purs et durs) mais pas pour les mêmes raisons, ni surtout les mêmes buts...

Quant au "je" des Charlies: je crois qu'ici vous rabattez le "je" sur le "moi". Or ça n'est pas du tout ce rabattement qui fut exprimé. Cela se vérifie par nombre de clameurs (idiotes de mon point de vue) de ceux qui ont aussitôt crié en réaction "je suis MOI" ou "Je suis mon nom". C'est bien ici le "suis Charlie" qui a fait la différence entre le Je et le Moi.

Et la différence est précisément que le Je, c'est du social (voir CC et Aulagnier). C'est du social qui s'est exprimé. Élémentaire peut-être, non institué, instituant je ne sais pas, mais du social, et, en conséquence, du "proto-citoyen" (pas très heureux avec la Marseillaise, c'est sûr, comme si la seule "accroche" que ce social trouvait au-delà de "Charlie" était la réappropriation d'une certaine histoire - maladroite mais c'était hélas normal sous la tension). Curieusement, c'est quand même la première fois que la "marseillaise" a été chantée par des Charlies dans d'autres pays... car ça n'a pas été que franco-français et c'est une erreur que d'enclorre le phénomène à l'intérieur de frontières qui n'existent déjà plus (cela étant je pense qu'on n'a pas fini de payer "le sang impur abreuvant nos sillons" en 2015 sur le plan culturel international, et ce sera bien fait pour nos tronches).

Je n'aime pas trop abuser du terme "social" (à cause de l'étymologie latine "socius", celui qui suit). Peut-être on peut affiner le propos en référant aux termes grecs, polis, politikos (citoyen) et demos (au lieu de "nation") gardant le "social" en soubassement. On aperçoit

mieux peut-être alors que, loin de disparaître, l'Etat a simplement perdu sa fonction de "polis" (pervertie, on le sait, on est d'accord mais néanmoins ça en tenait lieu, ça en fait illusion et permettait même d'absorber le demos comme "nation").

D'accord alors avec vous que le citoyen (censé régir, à la base, les orientations de l'état) est ainsi coupé (par la faillite de ce dernier) de son lien au demos.

Mais le "social" a relayé et a parlé – de manière "primitive" sans doute – et c'est aussi ce que disent les "Je".

S'élever comme "Je" contre la terreur parce que le polis est réduit à l'impuissance (autre que répressive) ça n'est pas rien. Et face à tous les amalgames que cette terreur génèrent, et les embrigadements qui vont avec, quoi opposer d'autre, de tout aussi radical – mais tout autre et surtout irréductible et inappropriable?

C'est drôle, on retrouverait dans ces trois degrés (socius, demos, polis) quelque chose qui ressemblerait aux trois institutions chez CC (oïkos, agora, ecclesia)...

Anne V.

Le 29 janvier 2015

Pour nuancer mon propos qui peut être perçu un peu sec:

Visiblement l'extériorité de l'expression "hégémonique et triomphaliste" de l'Islam (sic) dont parle Jacques Guigou pèserait bien davantage que l'expression des églises et sectes protestantes, qui selon lui relèverait d'un "messianisme qui sépare nettement la sphère individuelle (privée donc) de la sphère politique (publique)".

Il faut vraiment être d'une naïveté confondante pour donner validité à ce genre de distinction. La prudence démagogique affirmée des églises (toutes chrétiennes confondues), et le discours résolument intégriste, hégémonique et triomphaliste des sectes chrétiennes, leur fanatisme, vont dans le même sens: étatiques et despotiques – à terme hégémonique.

Il n'existe pas de séparation du religieux et du politique pour ces dernières.

Aucune religion ne milite pour son propre maintien, son strict renvoi, à la sphère privée. Strictement aucune. Que Jacques m'apporte la preuve du contraire s'il l'a. Aucune religion ne se présente comme incertitude, hypothèse égales aux autres hypothèses. Aucune.

Toutes sont "hégémoniques" par le simple fait de leur dogme et de l'emprise qu'elles s'arrogent et prennent sur une conscience.

Je tiens que le discours œcuménique des églises qui pour l'instant font démagogiquement profil bas n'est qu'un masque confusionnel, publicitaire et prosélyte de loup déguisé en grand-mère qui n'a strictement rien à voir avec la séparation du politique et du religieux.

Les intégristes affichent clairement leurs ambitions. Il faut être sourd pour ne pas les entendre et pourtant ils font du bruit, d'est en ouest et du nord au sud.

Leurs églises-mères "modérées" ont alors beau jeu, en "prévision des risques", de peser sur une régression du droit en faveur de "temporisations pacifiantes", s'impliquant ainsi dans le politique. C'est ce qu'elles font déjà toutes, main dans la main (pour l'instant) avec l'islam idem "modéré".

Le pape a appelé à la restriction de la liberté d'expression. Suivi par d'autres bons chefs religieux. Tous "modérés".

Le danger fondamental, le vrai danger, est là. Il n'y a pas de "bonnes" religions face à des "mauvaises". Pas de compromis de "degré".

Quant au politique strictement compris, en tant que tel il n'existe même plus aujourd'hui distinctement séparé du religieux. Il en est pétri, s'en imbibe à loisir et il se tournera selon le vent où le religieux pourra au mieux le servir sans trop l'asservir. En vain.

Maintenant, il est vrai qu'un large nombre d'individus croyants, eux, sont certainement dans une plus juste mesure, désirant simplement qu'on leur foute la paix et cuisiner tranquillement le sens qu'ils donnent à leur vie sans emmerder le monde ni le dominer, ni être emmerdés, stigmatisés ou traqués. Mais cette mesure n'équivaut pas à la laïcité, pas même à une "séparation du religieux et du politique". C'est simplement une distance, variable, que le croyant met entre lui-même et sa propre croyance.

Et nulle église ne lui enseigne cela, bien au contraire.

Mais sans cette résistance intérieure, la terreur gagne. C'est elle et elle seule qui est précieuse, c'est cette résistance qu'il faut soutenir.

Je ne confonds pas les gens et les dogmes ainsi que les institutions néfastes qui prétendent les prendre en otage. Les gens sont respectables. Les croyances, non. Aucune.

Votre position critique d'ailleurs, me semblait-il, est censée procéder de cet "irrespect" bien

compris.

Anne V.

Le 29 janvier 2015

Jacques,

Les réactions d'irritation et les accents christianophobiques d'Anne V montrent que notre texte a atteint les buts qu'il s'est assigné dans le préambule « pourquoi nous intervenons ». La leçon de critique de la religion qu'elle veut nous asséner n'a pas grande portée tant son propos est généraliste et idéologique. Comme si nous avions avancé que religion et politique n'étaient pas en interdépendance ; comme si nous faisons une évaluation abstraite et générale entre les religions. Quant à son appel à la résistance interne de croyants singuliers face à l'emprise de la « communauté des croyants » et de l'organisation de celle-ci, c'est s'illusionner sur la portée de cette conduite ; cela rappelle les individus qui, dans les partis staliniens, se voulaient « critiques » et en opposition de l'intérieur...

Bref, il reste que les propos d'AV restent moins virulents vis à vis de l'islam que vis à vis des religions chrétiennes et que notre visée exprimée dans le préambule pointant les ravages de l'islamophobie chez les gauchistes, les anarchistes, les degauche et bien d'autres défenseurs de la « religion des pauvres » reste plus que jamais justifiée ; justifiée du point de vue du corpus de Temps critiques, mais justifiée dans les circonstances d'aujourd'hui du point de vue d'une critique de la religion qui ne relève pas des philosophies du sujet (phénoménologies, ontologies, nihilismes, matérialismes simplistes, relativismes, subjectivismes, etc.)

JG

PS. Je vais relire le chapitre « l'impossible sujet Charlie » et reprendre certains passages ou en supprimer d'autres.

Partie III

Le 28 janvier 2015 12:26

Je partage les remarques d'Anne et de Bernard ; et cela d'autant plus qu'au début de la rédaction de ce texte, je me souviens avoir signalé à JW au téléphone la perplexité devant ce « ciblage », puis je n'y suis plus revenu.

Je propose à Jacques de supprimer la fin de la phrase « ... même s'il s'agit d'attentats ciblés ».

JG

Le 28 janvier 2015

Deux autres remarques:

Je trouve très optimiste votre analyse de ce mouvement comme « Une aspiration à une communauté d'êtres humains égaux et libres rassemblés par leur seule volonté commune instituante » ou « l'idéal des révolutionnaire français les plus radicaux d'une nation sans État »

J'y verrais plutôt un refus désabusé de la politique (de manière assez analogue aux mouvements « indignés ») et l'expression de l'obédience à l'un des derniers « commandements » encore crédibles de la religion laïque: la « liberté d'expression », celle-là même qui est vantée par les groupes privés propriétaires des médias.

Certes, le moteur est surtout émotionnel, mais la vague émotionnelle favorise tout autant la radicalité que la soumission la plus plate à l'ordre établi, comme le montre le plébiscite aux policiers.

Le résultat, en tout cas, semble assez probant: recréation des dirigeants politiques et ravivement du « sentiment national ».

D'autre part, pour en revenir aux religions, je suis d'accord que dans les pays où il n'est pas religion d'État « l'islam tend à devenir l'opérateur de contrôle social et mental qui, pour les pouvoirs politiques, serait le plus approprié à l'encadrement des milieux « sensibles » et des populations en déshérence », mais il faut également tenir compte du fait que l'Islam en Europe (qu'on appelle d'ailleurs parfois « modéré ») tend à se christianiser comme le

judaïsme l'a fait depuis plusieurs siècles (et pas seulement à cause ou à la suite du Sanhédrin de 1807).

En fait, il s'agit pour l'Etat de « modérer » l'expression de l'Islam sur le territoire et de compter sur le corps enseignant pour accélérer et intensifier la transmission des « valeurs » christiano-laïques, les deux processus se renforçant l'un l'autre.

Or, il me semble que la source de l'axiologie cristiano-laïque, à la fois religieuse et rationaliste, est davantage attribuable aux

Lumières qu'à la révolution française en tant que telle qui l'a souvent trahie.

L'axiologie des Lumières (tolérance, liberté d'expression, raison plutôt que sentiment, liberté plutôt qu'égalité, etc) a donné corps à une laïcité fortement imprégnée de valeurs chrétiennes (la non-violence, le pardon, la dialectique du bien et du mal, la modestie et le renoncement, etc) qui est à la base de la politique de l'Éducation.

Notons que cette axiologie a été intégrée par la communauté juive (qui a donc été amenée à relativiser la loi du Talion par exemple) et que, pour de multiples raisons, elle pénètre plus difficilement en milieu musulman (preuve en est les nombreux enfants « non Charlies » qui justifient comme une évidence la mort que mérite à leurs yeux tout sacrilège).

Le rapport entre les trois religions est un processus dynamique dont le pôle majeur est l'héritage chrétien, si bien qu'il est révélateur que l'éducation religieuse (même sous couvert de laïcité) revienne en force à l'école (ce qui n'est en aucun cas le résultat de la pression des lobbys des chrétiens radicaux de type anti-mariage pour tous ou un retour d'un catholicisme pur jus, mais une réponse à la crise par l'insistance sur l'apparente neutralité du savoir et l'apparente égalité des cultes).

Bernard P.

Le 29 janvier 2015

Bernard,

Dans ton terme de christiano-laïcité on a un « revival » de l'ancienne dénomination judéo-chrétienne, c-à-d un même imaginaire guidé par le principe rationaliste. Nous comptons y répondre plus largement dans notre texte partie IV de la rationalité sur le blog car pour ce qui est du texte actuel autour de Charlie, ça ne nous paraît pas central.

Il y a une différence de fond entre le christianisme existant dans le monde avec conquête du pouvoir qui veut s'imposer comme tel c'est une fin) alors que le processus de rationalisation est un rapport au monde qui en soi ne cherche pas de pouvoir (hormis peut être chez Platon). Le pouvoir n'est qu'un résultat (raison instrumentale)

Jacques W et Laurent

Le 29/01/2015

Jacques W, Laurent,

Pourquoi réduire la question du christianisme (ou de tout autre religion) à celle du pouvoir ?

D'autre part, le rationalisme (qui est une doctrine philosophique portée par des penseurs et non par un Pape) est à distinguer du processus de rationalisation (lequel, d'ailleurs, ne concerne pas seulement le pouvoir, mais tous les aspects de l'existence).

Je voulais simplement souligner dans mon message précédent que le principe de « laïcité » (à distinguer de la non croyance ou de l'athéisme) qui prône simplement la séparation des pouvoirs est apparu au sein de la société chrétienne et d'aucune autre. Il ne faut pas confondre l'enseignement laïque avec un enseignement agnostique, athée, ou d'une quelconque manière débarrassé des valeurs chrétiennes dominantes qui sont constitutives de l'imaginaire social dans nos sociétés.

Je fais le lien avec l'affaire Charlie en pointant ce qui me semble hypocrite dans la réponse « laïque » aux autres courants doctrinaux.

Bernard P.

Le 29 janvier 2015

Bernard,

juste un mot pour dire que justement le mouvement de rue n'a pas mis la laïcité en mot d'ordre et d'ailleurs Marie-Claire Calmus nous reproche un texte qui contourne cette question alors qu'elle l'aborde dans une optique que j'ai défini antérieurement dans un autre courrier comme républicaine.

JW

Le 29 janvier 2015

En fichier attaché, quelques idées à propos des Attentats à Paris, des manifestations et des campagnes gouvernementales qui les ont suivis.

[>> Texte Raoul - Charlie-Manifs-Campagnes <<](#)

Raoul

Le 29 janvier 2015

Pour info, la réaction d'un contact ami, lecteur assidu de Temps critiques ...mais ancien dirigeant de RI et du CCI. Comme on pourra le lire, après un bon début, on retrouve toujours les mêmes choses : l'ultra-gauche ne se distingue pas vraiment des gauchistes :

- on dit un mot sur l'événement, puis on réduit l'événement à Charlie hebdo ce qui permet d'occulter la mort des juifs, puis on laisse tomber l'événement pour se lancer dans ce qui est vraiment important pour un communiste radical, à savoir

- la dénonciation de l'impérialisme français et américain

- du gouvernement et de l'État qui profitent à un tel point qu'on est au bord de l'hypothèse du complot. En fait ils ont intérêt à faire peur pour imposer le tout sécuritaire. De là à dire que peut être ... il n'y a pas loin. On a en gros le même raisonnement que dans nos banlieues mais euphémisé.

- le couplet sur nos pauvres travailleurs arabes comme si les Kelkal, Merah, Kouachi et autres Coulibaly étaient des travailleurs et comme si tous les arabes étaient pauvres, musulmans et potentiellement terroristes. Voir à ce niveau l'exemplarité des déclarations de Badiou dans Le monde de mardi 27. Couplets qu'on retrouve avec l'exploitation médiatique éhontée du gamin de 8 ans (cf : partie de ping pong Georges-Anne) etc

-alors que comme le craint BP tout est réuni pour de nouveaux attentats contre les juifs, certains craignent des réactions anti-musulmanes dans la population.

à demain pour la version finale définitive

JW

Le 30 janvier 2015

Voilà un texte empli de messianisme occidentaliste qui se conclut par un beau contresens sur la laïcité (texte repris par PMO) :

« La fixation sur la laïcité, elle-même comprise par les néo-musulmans comme un prétexte à leur projet d'expansion, doit être rattachée au courant qui l'a porté : l'éradication finale des systèmes religieux et l'interrogation ouverte, illimité sur la vie, le monde, la mort et la réappropriation par nous tous de nos conditions d'existence. Il est possible que nous assistions à ces prémisses erratiques et incertains. »

http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=688

Bernard P.

Le 02 février 2015

Sur "l'impossible sujet Charlie":

Je suis relativement d'accord avec vous sur l'impossibilité de ce sujet en tant que tel mais pour des raisons autres - en tout cas supplémentaires ou complémentaires - à celles que vous énoncez.

"Charlie" ne signifie pas seulement la liberté d'expression de "quelques caricaturistes". Il ne faut pas ici oublier que, malgré le vœu (pieux) des assassins à "épargner les femmes", Elsa Cayat a été assassinée au triple titre de juive, psychanalyste et chroniqueuse - qualités dont sa féminité ne l'exonérait donc pas. Autrement dit, elle ne fut pas considérée comme "femme", n'étant pas soumise et subordonnée à la pensée des hommes (comme, peut-être, l'apparaissait aux yeux des terroristes Coco, pourtant caricaturiste, mais pas psychanalyste, et surtout sans doute pas juive).

Je trouve donc un peu gênant que la mémoire de la seule femme assassinée de l'équipe se dissolve dans la "masculinité rebelle historique" du journal (en plus la présence de Cayat était relativement neuve au journal) et qu'on évacue la question des sexes dans "l'identité Charlie". Cet oubli (ou le féminin) en renforcerait-il l'impossibilité?

D'autre part, ce qui gonfle l'identité du sujet Charlie du 7 janvier c'est la mort. La mort bête, la plus bête qui soit.

C'est pourquoi j'ai avancé ce sens-là. Si Charlie avait été purement et simplement interdit, on n'aurait pas assisté à 10 millions de "je suis Charlie" dans le monde.

"Charlie" est donc d'abord un sujet de mort - ou sujet mort, ou se disant comme mort (qui s'est "accroché avec une énergie tout à fait singulière à l'identité satirique du journal).

Mais le fait même de le porter par millions insuffle dans ce sujet morbide une "puissance de vie" venant contrecarrer la puissance de mort. Il y a, dans le nom du 7 janvier, un nœud entre pulsion de vie et pulsion de mort. Evidemment l'Eros agglutinant a tenté de récupérer cela - voir Zaltzman - et cet Eros, c'est le carnaval politico-citoyen qui l'a porté (politicards, marseillaise, bravos aux flics). Mais la récup érotique, ici, et pour la première fois, n'est pas ce qui a pris le dessus (au contraire des mouvements des indignés par exemple). Et ça c'est neuf - au-delà des critères d'analyse éprouvés jusqu'ici.

En tant que sujet de mort, oui, Charlie est un sujet impossible. Mais en tant que se nommant comme la rencontre de la pulsion de vie et de la pulsion de mort, même s'il reste limite, il n'est plus tout à fait impossible. Même s'il ne peut se pérenniser (et là est l'impossibilité par définition), il ouvre quelque chose.

Je te renvoie là-dessus aux pages de Zaltzman sur "la pulsion anarchiste".

Il y avait quelque chose de cela, à mes yeux, dans les "Charlies".

La mort, la vie, l'auto-nomination comme pulsion créatrice s'y sont liées. L'auto-nomination dont je parle, et que vous citez, doit rester reliée au conflit pulsion de mort/pulsion de vie qui l'a générée. L'abstraire de ces conditions la rend gratuite et stupide, purement théorique.

Si on extirpe la question "Charlie" de la date et de l'effectivité du meurtre, on perd le sens de ce qui a eu lieu.

Amitiés,

Anne

Le 02 février 2015

Ai lu ton texte

Tu continues toujours à te donner beaucoup de mal pour montrer à qq égarés de la gauche qu'ils sont réacs et cons...

Mais bon...

Ton propos sur la différence entre Nation et Etat (La Marseillaise, la République) est bien intéressant.

Je dirais en d'autres termes: à une époque où on est « libre » d'être obligatoirement quelqu'un (avec les demi-mesures que tu as décrites, un peu homme, un peu femme, un zeste de queer, un poil de gender) la foule a expérimenté que ce que chacun croit le plus profondément lui-même (être triste, bouleversé, etc) et bien..... cela ne peut le définir car TOUS ONT RESENTI EXACTEMENT LA MEME CHOSE .

Fini le consumierisme qui repose sur le narcissisme de la petite différence: je vais m'acheter la même chose que tous, mais « MOI » je le porterais, l'utiliserais d'une façon qui ne sera qu'à moi..

Et de cela ils ont été heureux, soulagés: c'est aussi pour cela qu'ils ne pouvaient se parler: la rupture des digues qui enserraient le sujet était encore trop fraîche.

Il y a encore une chose incluse dans ce que tu dis, et qui n'apparaît pas: et donc cette foule, cette mouvance, sans mots et sans gestes communs, arrive à se lever comme un seul homme, aussitôt

que les discours, les partis, les explications de texte, sont écrasées par le poids d'une émotion totale.

Ce fut pareil en 68; et ce n'est pas le fait de se référer aux « résistants » et engagés auparavant qui souleva la foule, comme d'une mutation génétique dit Negri

Je dirais que « Je suis Charlie » est cet émerveillement devant une communauté d'affect, communauté que nous travaillons à étrangler chaque jour, dans nos divergences, exclusions, critiques vis à vis de ceux qui sont sans doute les plus proches.

Cela est notre maladie de la laïcité: notre foi en la raison!!!

Que tout peut être dit, expliqué, commenté, et que « RIEN » de l'humain n'échappe à cette discursivité logique.

Yolande

Le 02 février 2015

je ne capte pas trop, moi psychanalyste, toutes ces remarques....

pulsion de vie, de mort,

je préfère ton point de vue sur la Nation contre l'État.

Un geste qui fait sortir de chez soi des millions de personnes, c'est ce qu'on attend depuis.....

ou est la pulsion de mort là-dedans ??? elle est dans la TV, la conjugalité, le consumisme, et surtout notre foi en la raison qui nous explique chaque jour qu'on est plus intelligent que les autres.

Pour Coco, je ne sais plus où elle était (dans la même salle ?) ni quoi...

Pour Elsa, c'est vrai, que comme dab, elle est passée à l'as: moins que juif, musulman, flic, gendarme.... Faut le faire

Avait-elle trop de déterminants (femme, juive, psy).

On aurait pu inventer : nous sommes tous des psys musulmans!!!!

Je ne la connaissais pas mais j'ai lu le genre de thème sur lequel elle travaillait avec l'équipe: la pénétration, pourquoi est-ce si important, j'ai oublié les autres, et je garde celui-ci volontairement, car évidemment vu l'attentat, elle n'est pas que sexuelle.

Intrusion d'une image dans le monde des Autres (la caricature) intrusion dans le local de Charlie, pénétration violente dans la vie des autres, etc...

Si elle était là avec eux, c'est qu'ils savaient bien ce qu'ils faisaient, et si cela a fait sortir tout le monde, comme le dit très bien Jamel Debbouze dans un you tube, si tu le trouves, c'est que seuls les djihadistes et les immigrés comme Debbouze, Abd El Malik et d'autres, sont encore capable de dire qu'ils seraient prêts à mourir pour la France...

C'est ce qui nous a réveillé, car même si ça nous barbe de nous poser cette question, en termes analytiques justement on a le droit de se demander si la vie vaut la peine d'être vécue quand il n'y a plus rien pour lequel on serait prêt à mourir.

Mais Elsa, c'est vraie, c'est la plus « morte », la plus tuée...

Et cela nous reviendra sûrement en boomerang. Je fais confiance à ce qui est tenu sous silence....

Yolande

Le 02 février 2015

Un détail – qui pourra vous être reproché: il y a bien eu des musulmans (comme des catholiques et des protestants) au moins d'origine sinon de pratique (mais certains de ces derniers oui) qui ont rallié le « je » des Charlies. Or vous affirmez que les musulmans ne pouvaient le faire.

Ailleurs vous opposez globalement musulmans et salafistes. Là aussi on pourrait vous reprendre. Le salafisme est une secte sunnite – en rupture avec la ligne sunnite qui, bien que dure, n'appelle pas (officiellement) au meurtre. Le sunnisme revendique la soumission du politique au religieux.

Mais le chiisme, lui, prône leur séparation (comme les protestantismes « officiels »).

Bon, je ne suis pas ferrée en chapitres de Vatican 2. Ce que j'en ai compris c'est que l'église catholique admettait la coexistence (y compris dogmatique) d'autres religions. Cela étant, cette reconnaissance n'équivaut pas à une séparation du politique et du religieux. Vatican 2 ratissait large afin de réintroduire (en tout cas dans les pays laïques et en premier lieu chez « la fille aînée de l'église ») du religieux dans le politique (voir Boutin) et une laïcité réduite à l'œcuménisme tolérant envers les mécréants... et ça a marché.

Le protestantisme officiel (luthéro-calviniste), qui pose, comme le chiisme, la séparation de l'église et de l'état (l'anglicanisme au contraire les identifie par définition), s'est réjoui de Vatican 2... Il est vrai que les protestants aient particulièrement œuvré en France pour la loi de 1905. Surtout parce que, comme l'édit de Nantes, ça les protégeaient.

Cela n'empêche pas leurs sectes dérivées du puritanisme anglo-saxon (quand l'anglicanisme les jeta dehors : évangélistes, adventistes, témoins de Jéhovah et autres cinglés) de réclamer à corps et à cris l'ingérence du religieux dans le politique. Et l'audience mondialisée de celles-ci est due à la faveur de l'américanisme à bras ouverts ayant libéré le territoire français en 1945, colonies comprises...

Les sectes catholiques intégristes (schismatiques à partir du refus de Vatican 2) sont hégémoniques puisqu'elles revendiquent le retour à l'ecclésial traditionnel - pas « aux textes » comme les sectes protestantes ou salafistes mais à l'institution « catholique », c'est-à-dire, en grec, universelle: le nom, ici, contient le sens hégémonique (alors je veux bien que le nom de Charlie ne fasse pas sens à vos yeux. Mais que "catholique" en ait un autre qu'hégémonie, là ça coince).

S'il y a une discrimination « politiquement correcte » à faire dans ce cloaque, c'est de renvoyer dos à dos toutes les sectes en faisant poliment profil bas devant leurs instances officielles, toutes bienveillantes, évidemment. Cela ne sera jamais mon propos, mais libre à vous.

Pour ma part, je mets sur le même plan sectes salafistes, protestantes, catholiques. Doutant de l'innocence et de la bonne volonté de leurs tutelles respectives (les gens croyants, c'est différent). Pour le salafisme, le sunnisme lui laisse liberté. Seule une autorité chiite sur l'islam pourrait inverser la situation, et cela n'est pas prêt d'arriver...

Amicalement, Anne

Le 02 février 2015

Anne,

On va tenir compte de ta première remarque pour lever l'ambiguïté de notre phrase. Par contre sur le reste on n'est pas d'accord, Guigou t'as dit pourquoi sur le protestantisme quant au salafisme j'insiste justement sa néo-modernité qui lui fait dire implicitement que le privé est politique d'où ses démonstrations de visibilité vestimentaires et alimentaires. Je ne l'oppose pas non plus aux autres formes d'islam mais j'essaie de montrer pourquoi cette forme « prend » au niveau des masses musulmanes des pays occidentaux et même ailleurs.

JW

Le 03 février 2015

Je trouve votre texte bien plus pertinent que les conneries gauchistes et indigénistes !

Et ceci ? :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/denis-collin/260115/la-nation-la-republique-communaute-et-communautarismes>

Amicalement,

Bernard D.

Le 03 février 2015

J'ai parcouru l'article de Denis Collin et il me semble que c'est un bon condensé de la stéréotypie laïco-droit-de-l'hommiste qui fait florès sur le Web et dans la presse, et cela plus que jamais depuis l'affaire Charlie.

Citons quelques échantillons :

« La Marseillaise a retenti dans les cortèges, les drapeaux tricolores sont ressortis et des millions et des millions de femmes et d'hommes ont manifesté leur sentiment d'appartenir à une nation refondée politiquement en 1789, une nation qui n'est pas une ethnie mais s'enracine dans un imaginaire politique qui s'appelle droits l'homme ou encore « liberté, égalité, fraternité »

« la communauté réelle, celle qui est l'âme de ce pays s'appelle République », « république laïque », « entreprise politique à caractère fasciste », « fascisme vert », « déchaînement des pulsions antisociales », « montée générale de l'islamisme » = réaction à l'entrée dans la modernité à la différence de « l'histoire européenne, où la modernité a d'abord eu des vertus émancipatrices, exprimées par les grands philosophes que furent Descartes, Spinoza, Kant ou Hegel... »

Il ne manque presque rien à ce catalogue d'idées reçues qui aurait enchanté Flaubert ou J Roy.

Aujourd'hui, on appelle cela la « viralité ».

Qu'est-ce qu'un contenu viral ? Jonah Peretti, co-fondateur et DG du media en ligne BuzzFeed, nous l'explique en 8 leçons :

<http://blog.lefigaro.fr/medias/2014/05/les-secrets-de-la-viralite-sel.html#comments>

Pour ma part, je réitère mon analyse sur le caractère plus qu'ambigu du mouvement du 11

janvier car

« ...plus l'opinion est formatée par les médias qui produisent des flux massifs aussitôt répercutés par les « réseaux sociaux », plus le discours est compact et homogène (y compris lorsqu'il insiste sur les particularismes) et plus il est « distal » (privilégiant les infos éloignées de l'immédiateté du quotidien et divulguant une image lointaine et binaire du monde) , plus se renforce la croyance populaire en la liberté d'expression de type bradburienne (cf. mon article « Orwell, Bradbury et le « printemps arabe » ». Ici.) »

L'émotion puissante que crée un acte d'une extrême violence, mais surtout radicalement inédit (comme l'assassinat de journalistes sur leur lieu de travail en pleine réunion), est un bon facteur de viralité. Or la viralité ne favorise pas la réflexion ni le rapprochement avec autrui, mais l'attente d'autres contenus susceptibles de renouveler les sensations. Hegel se trompait lorsqu'il pensait que la quantité peut se transformer en qualité.

Bernard P.

Le 04 février 2015 18:50

Bonjour,

Quelques mots sur les remarques de Bernard qui réagit au texte de D.Collin.

Je partage, pour l'essentiel, la critique que BP porte sur le texte droit-de-l'hommiste de D.Collin, mais je suis plus circonspect à l'égard de sa référence à la « viralité » pour asseoir cette critique. Les recettes de ce J.Peretti pour « faire du buzz » sur le net relèvent du cours de marketing d'une première année d'école de commerce !

On y lit une suite de banalités, de platitudes et d'évidences qui prêtent à sourire. Finalement le distingué conférencier, tirant sa seule autorité de l'accroissement massif des visites sur son média, assène sa lapalissade finale : si vous caressez les gens dans le sens du poil, ils en redemandent et le font savoir au monde entier...

Et je ne suis pas sûr que la liaison qu'établi BP entre ces paralogismes et son article sur « le printemps arabe » et l'effet Bradbury soit aussi valorisante qu'il semble l'entendre pour ledit article.

Si je m'en tiens au seul événement de janvier dernier à Paris, il convient de percevoir que le formatage médiatique et la puissance des flux d'informations ne sont sans doute pas aussi

déterminants que BP l'affirme. Certes, les réseaux sociaux, le slogan emblématique, la « défense de la liberté d'expression », l'intensité de l'émotion engendrée par l'horreur des actes, etc. ont agi avec force sur tous les individus et ont entraîné des effets de flux. Mais autre chose s'est manifesté aussi. Car, les innombrables échanges, les rencontres, les partages, les conversations, les rassemblements spontanés, etc. qui se sont produits à Paris, en France et dans le monde ne peuvent pas être strictement et cybernétiquement attribués à une supposée « viralité ». J'ai recueilli des récits de manifestantes du dimanche 11 janvier : même si elles avaient leurs téléphones portables sur elles, ce n'étaient pas des zombies informatiques qui marchaient ! Il y a eu là une irréductible expression de communauté humaine. On ne peut pas évacuer cela au nom de la « viralité » puisque l'un de ses effets, rapporté par BP, consiste justement à ... « ne pas favoriser le rapprochement avec autrui ». On perçoit à quel point le prétendu concept a été réfuté par la pratique !

Quant à la dialectique hégélienne entre la quantité et la qualité, dont on connaît par ailleurs les limites, il n'est pas si évident que cela qu'à propos de cet événement elle ne soit pas justifiée : car « (...) la quantité est un moment de la mesure et en connexion avec la qualité ; ce qui est alors réfuté c'est le maintien unilatéral de la détermination quantitative abstraite » Grande Logique, chap.I, sect.III)

Autrement dit, la quantification connexionniste, réticulaire et médiatique sur l'événement a été éphémèrement réfutée par la qualité des relations d'êtres humains qui se rencontrent.

JG

Le 05 février 2015 18:50

Jacques G,

Je prends note de ta critique et de ton analyse.

Que répondre sinon que c'est une question d'appréciation subjective ?

L'avenir dira si cet événement constitue un marqueur historique, ou s'il ne s'agit que d'un énorme feu de paille connexionniste (ou de l'habituel effet spéculaire des foules solitaires qui admirent, le soir venu, leur image démultipliée dans le JT produit par Bouygues et consorts).

Peut-être y a-t-il eu des conséquences que je méconnaissais, ou y en aura-t-il d'autres à venir, imprévisibles. Mais, quoi qu'il en soit, je ne vois pas très bien en quoi une émotion collective

détermine qualitativement son contenu.

La fadeur débilite que tu détectes dans le discours de ce webmaster virologue ne traduit-il pas aussi (pour le moins partiellement) l'insignifiance de la motivation politique de cette « communauté » affective qui ânonne que « c'est révoltant de tuer des journalistes et des policiers », et « qu'on est attachés à nos valeurs » (89, la liberté au sein nu et autres clichés de manuels scolaires)... ?

Il me semble que le critère qui consiste à appeler ses proches sur son portable, à se réunir spontanément et à partager son émotion avec des inconnus, ne dignifie pas tellement l'appartenance à la « communauté humaine », n'importe quel événement sportif de grande ampleur ou la célébration du passage à la nouvelle année sur les Champs Élysées produisant à peu près le même effet.

D'autre part, le mouvement du 11 janvier est-il plus digne de la « communauté humaine » que celui des Jordaniens protestant contre la mort de leur pilote ou, il y a quelque temps, des manifestations antiracistes parties de Ferguson ?

Je crois que Marx tenait l'idée de communauté humaine de Feuerbach lui-même influencé par le saint-simonisme. « La grande action de Feuerbach est (...) d'avoir fondé le vrai matérialisme et la science réelle en faisant également du rapport social « de l'homme à l'homme » le principe de base de la théorie. » (Manuscrits de 1844) Et en note cette citation de Feuerbach : « L'essence de l'homme n'est contenue que dans la communauté, dans l'unité de l'homme avec l'homme, unité qui ne repose que sur la réalité de la distinction du moi et du toi. » (p. 198). » Marx précisera par la suite dans L'idéologie allemande que les individus participent à la société en tant que membres d'une classe et que la communauté des prolétaires révolutionnaires fera en sorte que les individus y participent en tant qu'individus. La « communauté illusoire deviendra alors communauté réelle ».

Le terme « communauté » est toujours délicat à manier. Qu'est-ce donc que cet « être générique » dont parle aussi Marx ? Pour ma part, je suis plutôt dubitatif sur ce genre de rêve essentialiste et universaliste.

En revanche, il se précise que cette affaire a surtout aggravé la question communautaire, accélérant les passages à l'acte aussi débiles que celui de Coulibaly II, mais vraisemblablement d'autres à venir plus élaborés. Quand l'affaire Charlie sera oubliée, ensevelie sous le nouveau feuilleton DSK, ou peut-être la future colère des Grecs face aux reniements de Tsipras, les futurs crashes d'avions et autres faits d'actualité, la société sera-telle encore réceptive à l'assassinat de quelques Juifs dans ces lieux désignés aujourd'hui de

manière ostentatoire par la présence de militaires qui se seront alors volatilisés ?

Bernard

Le 03 février 2015

Mon cher Jacques,

A propos d'islamo-fascisme (en très bref). L'islam est une religion sans chef (en grec an arche).

Le fascisme vient du syndicalisme-révolutionnaire (comme Mussolini). La constitution de l'Italie fasciste s'inspire de celle de Fiume, écrite par Alceste de Ambris (syndicaliste-révolutionnaire) et Errico Malatesta (qu'on ne présente plus).

Comment l'islam et le fascisme tiennent à l'anarchie, c'est facile à voir (n'oublions pas les programmes sociaux, en plus des attentats). Ça a leur fait un point commun, il n'est donc pas absurde de parler d'islamo-fascisme.

Vous avez raison. L'anarchisme est humaniste ou n'est pas.

La rente : il semble qu'on y soit, le symptôme étant la déflation.

Biz

Gérard A.

Le 04 février 2015

Gérard,

J'avoue ne pas bien comprendre. L'Islam sans chef ?! alors que ce sont les califes (Omeiyades et Abassydes) qui sont à l'origine des Hadiths à la base de leur pouvoir politique et qui influencent tant aujourd'hui les salafistes. Par ailleurs El (Daesch) ne vise-t-il pas à l'établissement d'un grand califat ?

Par ailleurs, le point commun principal entre syndicalisme-révolutionnaire et fascisme n'est pas d'avoir des programmes sociaux au sens d'aide aux pauvres mais des programmes mettant au centre l'organisation corporatiste des branches de travail dans le cadre d'une révolution sociale conçue comme nationale ce dernier point expliquant le ralliement de

nombreux anciens chefs syndicalistes révolutionnaires à Vichy et les positions plus qu'ambiguës des membres de la revue Révolution prolétarienne. De plus je ne vois pas le rapport entre tout ça et ta réflexion sur « l'anarchisme humaniste ». Quand et où parle-t-on de ça ?

Si on peut en trouver quelques exemples en terre d'Islam aujourd'hui ce n'est guère que dans les bazars et les souks mais sûrement pas dans les émirats-Arabie saoudite et encore moins dans des groupes comme EI ou Boko Aram.

Je préfère l'interprétation qu'on donnait dans « Soubresauts » (Temps critiques, n°13) où on parlait des tentatives de réaffirmation par l'Islam (sunnite) de la communauté despotique dont l'unité supérieure n'est pas ici l'État (sauf à voir avec le nouveau phénomène de EI) mais directement Allah. D'où aussi la fixation sur le prophète qui atteint des délires qui n'ont pas attendus les caricatures pour se manifester, par exemple au Pakistan ...et qui embêtent particulièrement les chefs de ces États. Il y a un mouvement complexe qui est fait d'entraves au processus de totalisation du capital (déstructuration et retribalisation de larges régions) de la part de certaines franges de l'islamisme et en même temps de pleine participation (finance islamique, rôle du Qatar dans la globalisation etc) à ce processus et si j'insiste par ailleurs sur le salafisme c'est qu'il croise plus qu'il ne synthétise archaïsme (appui sur les haddits) et néo-modernité (rendre visible le privé).

Quant à ton dernier point sur rente et déflation, même si comme tu le sais j'intègre la notion de rente ce qui se passe me semble mieux défini par ma notion de reproduction rétrécie.

Amitiés,
JW

Le 04 février 2015

Nous disons la même chose. Il n'y a pas chez les sunnites de clergé organisé. Les califes (ou le dernier Commandeur des Croyants en exercice, le roi du Maroc) se font chefs religieux parce qu'ils sont rois, et non l'inverse (des chefs religieux devenant rois). Vu de loin, ça semble la même chose. En pratique, les Etats modernes se trouvent sans vis-à-vis pour combattre les islamistes, que personne n'encadre, même quand l'islam est religion d'Etat. Qui peut les déclarer hérétiques, les excommunier? Personne, alors que la moindre secte chrétienne est à même de le faire avec ses adeptes.

Là s'arrête, à mes yeux, la ressemblance entre islam et anarchie. Rien d'autre, pas même la

compassion à l'égard des pauvres, ne les réunit.

Il n'en va pas de même avec le fascisme.

Ses liens avec l'anarchisme et fascisme ne sont pas seulement occasionnels mais aussi théoriques, via Sorel et, donc, le syndicalisme-révolutionnaire (dont se réclame aussi la CNT française). Un peu d'étymologie : il fascio est à l'origine le nom d'un (vrai) syndicat paysan sicilien. Les fasci se transforment en parti peu de temps avant la marche sur Rome (si ma mémoire est bonne, deux ou trois mois avant), et Mussolini leur fait avaler la pilule en leur promettant qu'il deviendront un parti, certes, mais le « parti anti-partis ».

Ce parti arrive alors au pouvoir (c'était la condition pour qu'on le laisse faire) avec, dans ses bagages, le programme syndical qu'il appliquera vite (congrés payés, assurances sociales, éducation populaire, etc...).

Toutefois, cela ne se vérifie qu'avec le fascisme proprement dit, l'italien. Le nazisme suit une autre démarche, tandis que franquisme et salazarisme s'inspirent plutôt du programme social de l'Église.

J'ai vu des positions humanistes dans votre texte, et j'en reviens aux liens entre fascisme et anarchisme. Trois éléments les séparent, je crois : le nationalisme, le militarisme et le principe du chef. Cela semble un gouffre, mais en réalité, les anarchistes ont accepté, en fonction des situations, la militarisation, les leaders, et la défense des causes nationales. Dans la pratique, ça peut se rejoindre. Je considère que l'autre anarchisme, celui de Tolstoï, que les anars espagnols aimaient tant, avec son humanisme chrétien, est le garde-fou indispensable aux dérives totalitaires dont notre anarchisme est porteur quand, à trop se vouloir positif, il se transforme dialectiquement en son contraire. De toute façon, je prêche un convaincu : tu sais trop bien tout ce qu'il y a de totalitaristes chez nous (y compris ceux qui sont effectivement passés, ces derniers temps, du côté de Réconciliation Nationale)

Pour ce qui est de la rente, c'était un sourire. Je ne m'imagine pas économiste, même dans mes pires cauchemars : c'est trop de boulot, ça réclame un investissement à plein temps. Je remarque seulement que cette idée de rente fonctionne toujours. Je ne doute pas un instant que la tienne soit plus féconde : c'est la juste récompense d'un vrai travail.

Conserve-moi ton amitié même si tu me trouves un peu con ou délirant. Tu as la mienne.

Biz

Gérard